

TOUTES LES RAISONS D'ETRE ENSEMBLE

Dans l'Education, depuis le mois de septembre, les syndicats de la FSU, les parents, les lycéens, les étudiants ont été à la pointe des luttes. Ces mobilisations ont mis le gouvernement en difficulté et l'ont contraint à des reculs majeurs : report de la réforme des lycées, report de la réforme de la formation des maîtres, moratoire sur les suppressions de postes dans le Supérieur... Péresse et Darcos ont dû rouvrir les discussions. Depuis plus de deux mois, les enseignants-chercheurs, les personnels des Universités et les étudiants sont dans l'action.

Chaque jour, les effets de la crise économique qui frappe le monde entier se montrent plus dévastateurs en France. Le chômage augmente avec une rapidité sans précédent, mais le pouvoir se cramponne toujours à ses vieilles lunes : l'apologie des heures supplémentaires, la réduction de l'emploi public statutaire... Les maigres emplois aidés mis en place n'y pourront pas grand chose ; ils tirent au contraire les salaires par le bas et accroissent la précarité. Le Bouclier Fiscal, contesté de toute part, y compris au sein de la majorité, est défendu bec et ongles par le Président de la République et son Premier Ministre !

Dans ce contexte, la manifestation du 1er mai revêt une importance historique. Jamais l'unité syndicale n'a été aussi grande, sur un plateau revendicative claire et ambitieuse. Pour la FSU, qui a proposé à l'intersyndicale dès le 19 mars de décider de nouvelles actions unitaires, la mobilisation doit continuer et les salariés peuvent gagner.

**Tous ensemble,
salariés du public et du privé, privés d'emploi, retraités...
Nous nous battons pour**

1 - Donner la priorité au maintien des emplois dans un contexte de crise économique

Dans la fonction et les entreprises publiques, il est indispensable de répondre aux besoins de notre société et de la population et de leur attribuer les moyens nécessaires. Dès 2009, le gouvernement doit renoncer aux 30.000 suppressions de postes. Il faut abandonner une politique aveugle de suppression d'emplois et penser autrement l'évolution des services publics dont la qualité et l'emploi constituent une question centrale. La situation des salariés précaires du public appelle des mesures de justice sociale.

2 - Politiques salariales : améliorer le pouvoir d'achat, réduire les inégalités

Les exigences des actionnaires ont conduit, dans beaucoup d'entreprises, à l'accroissement des inégalités. Elles se sont aussi traduites par une redistribution des richesses privilégiant le versement de dividendes au détriment des salaires et de l'investissement.

3 - Orienter la relance économique vers l'emploi et le pouvoir d'achat

- Une relance par la consommation en améliorant le pouvoir d'achat, en priorité des revenus les plus modestes parmi lesquels de nombreux salariés, demandeurs d'emploi, retraités et bénéficiaires de minima sociaux.
- Une politique de développement de logement social à la hauteur de l'urgence, un encadrement des loyers et un accès au crédit dans des conditions excluant les taux usuraires.

- Une protection sociale (santé, retraite...) dans un cadre collectif et solidaire.
- Des investissements ciblés, en particulier en matière d'infrastructures, d'équipements publics et de services publics, en favorisant la recherche, le développement, l'éducation et la formation.

4 - Préserver et améliorer les garanties collectives. Il faut :

- Abroger les dispositifs légaux qui ont conduit à remettre en cause la réduction du temps de travail.
- Retirer la proposition de loi sur le travail du dimanche.
- Respecter le dialogue social sur tous les projets et propositions de loi qui touchent à la réglementation du travail.
- Face à la révision générale des politiques publiques (RGPP), mettre en oeuvre des réformes porteuses de progrès social.

5 - Réglementer la sphère financière internationale

Cette réglementation doit mettre un terme à la spéculation, aux paradis fiscaux, à l'opacité du système financier international et encadrer les mouvements de capitaux. L'Union européenne doit être au premier plan pour l'exiger.